



Contrat groupe d'assurance statutaire 2026-2029

**Campagne de recueil des demandes de
participation à la mise en concurrence**

Notice

Administration Générale

Contrats Groupe

Octobre 2024

Table des matières

<i>I. Couvertures par assurance statutaire : quelques éléments de définition</i>	<i>3</i>
<i>II. Pourquoi et comment s'assurer ?</i>	<i>3</i>
<i>III. Pourquoi recourir au CDG31 en matière d'assurance statutaire ?</i>	<i>4</i>
<i>IV. Comment participer à la mise en concurrence pour l'obtention d'un contrat groupe d'assurance statutaire 2026-2029 ?</i>	<i>5</i>

I. Couverture par assurance statutaire : quelques éléments de définition

Une couverture en assurance statutaire permet d'assurer les risques en rapport avec les obligations statutaires à l'égard des agents territoriaux dans le cadre des absences pour raisons de santé et en cas de décès.

Les obligations statutaires des employeurs territoriaux dépendant du régime d'affiliation des agents territoriaux. Cette couverture se décline en deux volets :

- La couverture des risques afférents aux absences du personnel pour raison de santé des agents affiliés à l'IRCANTEC ;
- La couverture des risques afférents aux absences du personnel pour raison de santé et en cas de décès des agents affiliés à la CNRACL.

II. Pourquoi et comment s'assurer ?

Les obligations statutaires d'un employeur territorial à l'égard de ses agents dans le cadre des situations d'absentéisme pour raison de santé ou en cas de décès constituent des risques qui peuvent être couverts par l'employeur territorial sans assurance. La situation relève alors d'une situation d'auto-assurance.

Or, ces risques constituent une charge financière importante pour les employeurs territoriaux. En outre, les moyens humains de la structure en place pour la réalisation des missions de service public sont impactés durant l'absence pour raison de santé.

Ainsi, dans le cadre de la gestion des personnels et des compétences requises pour le déploiement et la continuité des missions de service public par l'employeur territorial, ce dernier peut faire le choix d'assurer ces risques pour :

- Bénéficier du remboursement de tout ou partie de la charge salariale correspondant à ces situations ;
- Permettre le recours à un personnel de remplacement temporaire durant la durée d'absence pour raison de santé ;
- Accéder à un certain nombre de services de gestion de l'absentéisme : statistiques, contrôles médicaux (expertises médicales et contre-visites médicales), etc.

La collectivité ou l'établissement public peut s'assurer directement auprès d'un assureur.

Mais, les collectivités et les établissements public peuvent également recourir au service du CDG31 pour accéder à des couvertures mutualisées.

III. Pourquoi recourir au CDG31 en matière d'assurance statutaire ?

Conformément aux missions dévolues par la loi aux centres de gestion, le CDG31 a mis en place un contrat groupe d'assurance statutaire.

10 contrats groupe d'assurance statutaire se sont ainsi succédés au bénéfice des collectivités et établissements publics du département, depuis 1992.

Ce service propose aux collectivités et établissements publics du département :

- La réalisation d'une mise en concurrence pour l'obtention d'un contrat groupe d'assurance statutaire porteur de couvertures des obligations statutaires ;
- L'accompagnement à la souscription des couvertures : étude de la sinistralité et conseil dans le choix de la couverture ;
- L'assistance à la gestion des couvertures en proximité par un interlocuteur dédié : suivi des sinistres, des indemnisations, aide à l'accès aux services mobilisables (expertises médicales et contre-visites médicales, etc.), information en protection sociale statutaire de premier niveau, etc.
- Le suivi et la maîtrise des évolutions de taux dans le cadre contractuel en lien avec la sinistralité ;
- La valorisation des prestations complémentaires attachées aux couvertures : recours contre tiers responsable, service d'assistance psychologique et sociale à destination des agents, accès à un catalogue de formations en prévention, analyse des statistiques d'absentéisme.

Le contrat groupe est structuré comme suit :

- Une couverture pour les risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC totalement mutualisée et accessible à tous les employeurs territoriaux ayant des agents affiliés à l'IRCANTEC ;
- Des options mutualisées de couvertures spécifiques pour les risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL, uniquement accessibles aux employeurs territoriaux d'un effectif inférieur ou égal à 30 agents affiliés à la CNRACL ;
- Des propositions tarifaires de couvertures par risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL, établies pour chaque employeur territorial d'un effectif supérieur à 30 agents affiliés à la CNRACL.

Ce service est constitué d'un responsable de service et de 6 conseillères en assurance statutaire qui via l'intermédiaire d'un extranet dédié et mis à disposition par l'assureur retenu, accompagne au quotidien toutes les collectivités et établissements publics assurés.

Le coût du service du CDG31 est couvert par une contribution annuelle des assurés à hauteur de 5% du montant de la prime d'assurance acquittée, avec un minimum de perception de 25€ (conditions en vigueur à ce jour, depuis le 1^{er} janvier 2022).

LA PLUS VALUE DE L'INTERVENTION DU CDG31

Dans un environnement concurrentiel spécifique (caractère tendu du marché de l'assurance auprès des acteurs territoriaux, notamment en ce qui concerne les risques statutaires), le recours au service du CDG31 permet à l'employeur territorial de :

- 1) S'affranchir des obligations de mise en concurrence pour l'obtention d'un contrat d'assurance statutaire ;**
- 2) Bénéficier d'une couverture des risques statutaires adaptée et maîtrisée ;**
- 3) Valoriser sa couverture par une optimisation de ses potentialités : reconstitution de la masse salariale par indemnisation rapide, recours aux services annexes ;**
- 4) Faciliter le recours à un intérim du personnel absent.**

IV. Comment participer à la mise en concurrence pour l'obtention d'un contrat groupe d'assurance statutaire 2026-2029 ?

La participation de chaque collectivité et établissement public à la mise en concurrence visant à l'obtention d'un contrat groupe d'assurance statutaire 2026-2029 doit être formalisée conformément au tableau en page suivante, selon votre situation.

→ les documents utiles sont disponibles sur le site Internet du CDG31 (www.cdg31.fr) ou sur demande à assurance@cdg31.fr

Que doit contenir ma demande de participation ?

Vous êtes	Vous devez fournir :	Quelques précisions pour vous éclairer...
CAS 1 : ...actuellement ASSURÉ par l'intermédiaire du CDG31...		
...et employeur d'agents affiliés à l'IRCANTEC uniquement	Uniquement une demande de participation à la mise en concurrence	La couverture des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC est totalement mutualisée. L'état de sinistralité pris en compte dans la cadre de la mise en concurrence future sera produit par l'assureur actuel.
...et employeur d'agents affiliés à l'IRCANTEC et/ou d'agents affiliés à la CNRACL pour un effectif inférieur ou égal à 30 agents affiliés à la CNRACL	Uniquement une demande de participation à la mise en concurrence	Les couvertures des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC et des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL pour un effectif inférieur ou égal à 30 agents affiliés à la CNRACL, sont totalement mutualisées. Les états de sinistralité pris en compte dans la cadre de la mise en concurrence future seront produits par l'assureur actuel.
...et employeur d'agents affiliés à l'IRCANTEC et/ou d'agents affiliés à la CNRACL pour un effectif supérieur à 30 agents affiliés à la CNRACL	<ul style="list-style-type: none"> - une demande de participation à la mise en concurrence ; - <u>Document 1</u> : un état des effectifs selon document type du CDG31 (répartition par âge, sexe et catégorie d'emploi) ; - <u>Document 2</u> : Si vous n'étiez pas assuré par l'intermédiaire du CDG31 pour un ou des exercices de la période courant de 2020 à 2024 inclus : un état de statistiques de sinistralité pour ces exercices. 	Si vous étiez assuré dans le cadre des deux derniers contrats groupe du CDG31 couvrant les exercices 2020 à 2024, l'état de sinistralité pris en compte dans la cadre de la mise en concurrence future sera produit par l'assureur actuel.
CAS 2 : ...actuellement NON ASSURÉ par l'intermédiaire du CDG31...		
...et employeur d'agents affiliés à l'IRCANTEC uniquement	Uniquement une demande de participation à la mise en concurrence	La couverture des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC est totalement mutualisée. L'état de sinistralité pris en compte dans la cadre de la mise en concurrence future sera produit par l'assureur actuel.
...et employeur d'agents affiliés à l'IRCANTEC et/ou d'agents affiliés à la CNRACL pour un effectif inférieur ou égal à 30 agents affiliés à la CNRACL	Uniquement une demande de participation à la mise en concurrence	Les couvertures des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC et des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL pour un effectif inférieur ou égal à 30 agents affiliés à la CNRACL, sont totalement mutualisées. Les états de sinistralité pris en compte dans la cadre de la mise en concurrence future seront produits par l'assureur actuel.
... et employeur d'agents affiliés à l'IRCANTEC et/ou d'agents affiliés à la CNRACL pour un effectif supérieur à 30 agents affiliés à la CNRACL	<ul style="list-style-type: none"> - une demande de participation à la mise en concurrence ; - <u>Document 1</u> : un état des effectifs selon document type du CDG31 (répartition par âge, sexe et catégorie d'emploi) ; - <u>Document 2</u> : un état de sinistralité relatif aux exercices 2020 à 2024 inclus, établi sur la base du document type mis à disposition par le CDG31. 	

NB : vous présentez une spécificité de situation ? N'hésitez pas à saisir le service Contrats groupe pour vous aider à établir votre demande en bonne et due forme

Contact
CDG31
Service Contrats Groupe

Un interlocuteur dédié pour cette opération est à votre écoute pour toute précision utile :

Myriam RIVALS
05 81 91 94 09 / assurance@cdg31.fr



CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE
TERRITORIALE
DE LA HAUTE-GARONNE

590, rue Buissonnière - CS 37666
31676 LABEGE CEDEX
Tél : 05 81 91 93 00 - Télécopie : 05 62 26 09 39
Site Internet : www.cdg31.fr
Mél : contact@cdg31.fr

